

Dans le contexte de la grève du 14 juin, le SSP-Enseignement revendique davantage d'égalité à l'école

Les enseignantes montent au front

SOPHIE DUPONT

Femmes ► Un cahier de revendications pour atteindre l'égalité à l'école vaudoise a été remis par le Syndicat des services publics (SSP) au Département de la formation et de la jeunesse (DFJC) dans le cadre du mouvement pour la grève des femmes du 14 juin. Il se base sur des études et une enquête menée par le SSP-Enseignement à laquelle 300 enseignants ont participé. Dans les conditions de travail, le fonctionnement de l'école et les supports pédagogiques, le syndicat pointe des lacunes. Interview de Cora Antonioli, enseignante d'allemand au Gymnase de la Cité et présidente du SSP-Enseignement.

Les inégalités de salaire dans l'enseignement existent-elles?
Cora Antonioli: Pour le même secteur et la même formation, non. Par contre, les femmes sont surreprésentées dans les temps partiels et dans l'enseignement primaire, où les salaires sont plus bas. Ce qui a une influence sur les fins de mois et les retraites. Nous demandons depuis longtemps un master pour l'enseignement primaire. Cela permettrait de revaloriser cette profession via la formation.

Vous enquêtez sur le fait que les enseignantes ont davantage tendance à fournir un travail «bénévole» que leurs homologues masculins. En quoi consiste-t-il?
 Une étude révélait déjà ce fait en 2011 dans les gymnases, notre enquête semble le confirmer pour tous les degrés. Selon les réponses récoltées, 78% des tâches particulières non rémunérées sont effectuées par des femmes. Il s'agit d'assurer un suivi pédagogique, d'être responsable de matériel, de surveiller les rattrapages de tests, etc. Les hommes obtiennent ou demandent plus facilement des «décharges», soit des heures d'enseignement en moins lorsqu'ils font ce type d'activités.

Dans un métier majoritairement féminin, 75% des directions sont occupées par des hommes à l'école obligatoire, et même 85% au post-obligatoire. Comment l'expliquez-vous?



Dans l'enseignement, les femmes occupent le plus souvent les postes les moins bien rémunérés. KEYSTONE-ARCHIVES

Pour la direction, la fonction de doyen ou doyenne est quasiment un passage obligé. Et à ce niveau-là, les femmes sont déjà moins nombreuses. C'est lié aussi à l'attribution des tâches particulières, où l'on trouve davantage de femmes dans celles qui touchent à la pédagogie et davantage d'hommes pour les activités administratives ou de gestion. Nous avons l'impression que la ligne est toute tracée vers le décanat et les directions.

Que proposez-vous pour changer la situation?
 C'est le directeur qui désigne son équipe et parfois sans mise au concours. Nous demandons que celle-ci soit désormais systématique pour les postes de doyens et doyennes. Si cela ne permet pas une représentation d'au moins 50% de doyennes



«Les femmes sont surreprésentées dans les temps partiels et dans le primaire, où les salaires sont plus bas»

Cora Antonioli

dans l'établissement, nous demandons un recrutement au niveau cantonal. A compétences égales, nous voulons l'engagement d'une femme, pour les décanats comme pour les directions, jusqu'à ce qu'elles occupent la moitié des postes.

Vous enquêtez aussi sur le fait que l'école n'est pas exempte de propos sexistes et discriminatoires. Quels types de commentaires entend-on dans la salle des maîtres?
 Par exemple des blagues en dessous de la ceinture ou des commentaires sur la tenue d'une enseignante. Près de la moitié des répondants de notre enquête ont fait face à ce type de propos de la part de collègues. Celle-ci mentionne aussi l'existence de remarques sexistes vis-à-vis des élèves.

Vous appelez à davantage de ressources pour l'égalité. En février, la Conférence romande des bureaux de l'égalité lance un support pédagogique pour les écoles. Ce n'est pas suffisant?
 C'est très bien. Mais notre enquête montre malheureusement que seule la moitié du personnel enseignant connaît les moyens spécifiques pour l'égalité et que peu les utilisent. Il faut améliorer la promotion. Et nous demandons d'avoir des ressources et du matériel qui intègrent d'emblée cette perspective d'égalité. Par exemple, dans les livres d'histoire, soit les femmes n'ont aucune place, soit on leur consacre un chapitre spécifique. Nous souhaitons au contraire qu'elles soient reconstruites de manière globale.

Pour le SSP, l'égalité passe aussi par le langage épïcène à l'école.

Est-ce qu'il y a des résistances?
 Nous le revendiquons surtout au niveau de l'administration. C'est d'ailleurs une recommandation du Bureau de l'égalité. Cela engendre forcément des réticences, mais aussi des incompréhensions. Il ne s'agit pas de reformuler tout le matériel mais d'utiliser le langage épïcène dans les courriers et le contact direct avec les élèves et les collègues.

Qu'attendez-vous du Département de la formation?
 Le Conseil d'Etat se considère exemplaire. Notre questionnaire montre pourtant qu'il y a du chemin à faire. Nous demandons des négociations au DFJC, qu'il fasse sa propre enquête pour évaluer les conditions de travail et la pédagogie dans une perspective d'égalité et qu'il prenne des mesures. |